

LA VÉRITÉ

Organe du Parti Ouvrier Internationaliste (IV^e Internationale)

A BAS

LA DIPLOMATIE SECRÈTE

UNE SANGLANTE COMÉDIE

JUIN. — On négocie ferme, on négocie partout. Des milliers de femmes et d'enfants meurent chaque jour de faim ; des milliers d'hommes, chaque jour, laissent leur peau dans les tranchées, au fond des mers, sous les bombes, pendant que ces Messieurs les capitalistes, entre fine et cigare, parlottent, trafiquent, marchandent, vendent la peau des autres. On négocie à Madrid, où ont été vus John Amery, l'homme de Radio-Paris, et Rudolf Heiss, l'évadé. On négocie en Suisse, on négocie en Turquie, on négocie au Vatican, on négocie à Stockholm où les représentants de l'armée allemande auraient rencontré Mme Kollontay, ambassadrice de l'U.R.S.S.

Certes, il y a peu de chances pour que ces tentatives de paix aboutissent. Il est déjà trop tard, parce que l'U.R.S.S. subit trop l'emprise américaine pour pouvoir négocier une trêve qui lui permette de souffler, ou bien il est encore trop tôt, parce qu'un compromis entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme américain sur le dos de l'U.R.S.S. serait, actuellement encore, au bénéfice de l'Allemagne et non à celui des Alliés.

JUILLET. — Aussi, après tant de parlottes, il ne reste plus à ces Messieurs qu'à remettre ça ; au temps d'accalmie succèdent les temps d'horreur ; au lieu de se compter par milliers, les morts se comptent par centaines de milliers, par millions.

Le débarquement en Sicile marque la première phase des opérations anglo-américaines pour la conquête de l'Europe. Les bombes au phosphore anéantissent les cités ouvrières. La faim, le feu, la boue, le baigne sont toujours le sort des prolétaires européens. Et derrière ce rideau de fer et de sang, on négocie toujours, entre fine et cigare...

Car ce n'est pas la fin de la guerre, quoi qu'en pensent les habitués du Café du Commerce. Les alliés ne tenteront pas l'effort décisif avant d'avoir pris pied dans les Balkans et le Nord de l'Europe. Il leur faut limoger Hitler, mais encore barrer la route à l'U.R.S.S., et surtout anéantir tout mouvement révolutionnaire en Europe.

Pour Roosevelt et les capitalistes alliés, il s'agit si peu d'abattre le fascisme qu'ils se gardent bien de tendre la main aux grévistes de Milan et de Turin, mais au pape, et aux traîtres à la classe ouvrière, comme Pietro Nanni. Il s'agit à tout prix de sauver le trône, l'autel, le gendarme, et toute la domination réactionnaire du capital.

Les travailleurs anglais, allemands, italiens, américains continueront-ils à laisser leur peau sur les champs de bataille, pour que ces Messieurs puissent achever leurs sales marchandages ?

L'heure de la liquidation du fascisme approche. Mais ce sont les prolétaires, allemands et italiens, alliés à ceux de France, d'Angleterre et d'Amérique régleront son compte, malgré Roosevelt et ses négociations.

Les travailleurs en ont assez de cette diplomatie secrète, ils en ont assez de cette sanglante duperie, ils en ont assez de la guerre pour le profit des capitalistes. Ils veulent la paix, ils veulent les Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde.

L'Amérique SOUS le DRAPEAU ROUGE

Novembre 1941 : 5 000 mineurs américains se mettent en grève pour une augmentation de salaire et un contrat collectif. Leur syndicat, avec des promesses, leur ordonne de reprendre le travail. Depuis, les propriétaires refusent de signer le contrat collectif. Cependant, les prix montent, le salaire moyen de 4 dollars par semaine est inférieur au minimum vital : il atteint à peine le quart de celui que touchent les ouvriers des usines d'armement. En janvier 1943, 25 000 mineurs de Pennsylvanie se mettent en grève : M. Roosevelt exige la reprise du travail et promet une solution pour le 1^{er} avril. A cette date, le Bureau du Travail offre 20 % d'augmentation (au lieu des 30 demandés) et un contrat... pour plus tard. Quelques grèves éclatent, mais John Lewis donne un nouveau délai à l'administration. Le 1^{er} mai, 503 000 mineurs cessent le travail ; les patrons refusent de négocier. Le 3 mai, John Lewis ordonne la reprise du travail à condition que les mines passent sous le contrôle du gouvernement. Le 1^{er} Juin ce dernier n'a pas fait faire un seul pas au contrat, et a délégué pour administrer les mines, les propriétaires eux-mêmes. Cependant, les mineurs réclament une indemnité de déplacement et le paiement du salaire "porte à porte" (pour le temps passé sur le terrain comme au fond). Rompant un isolement dangereux, l'Union des Mineurs adhère à la Fédération Américaine du Travail. Le 1^{er} juin, 53 000 mineurs sont en grève. Roosevelt menace de décréter la mobilisation des mineurs et de proclamer la loi martiale ; il annonce des mesures sévères contre les travailleurs étrangers et ordonne la reprise du travail, faisant de vagues promesses au sujet du contrat. John Lewis capitule, le Parti Communiste exige la reprise du travail. La rage au cœur, les ouvriers rentrent à la mine. Mais devant l'échec des négociations avec les patrons, le 12 juin, ils puits, un à un se remettent en grève. Le 21 juin, il y a 560 000 grévistes. Le 23 juin, nouvelle trahison de Lewis qui donne l'ordre de rentrer et promet un nouveau contrat... pour le 1^{er} octobre. Pour les salaires chaque syndicat pourra se pourvoir en justice.

La réaction triomphe. Le Ku-Klux-Klan tente de dresser les ouvriers blancs contre les noirs ; la majorité du Congrès fait adopter le projet créant une législation d'exception contre les grévistes, malgré le veto de Roosevelt qui demande qu'on ne provoque pas les travailleurs. La classe ouvrière américaine redresse la tête ; le chiffre des grévistes varie entre 100 et 150 000 dans la confusion il est vrai, mais avec une combativité admirable, égalant celle des métallurgistes, des ouvriers du caoutchouc, de ceux des chantiers navals, et des dockers qui, depuis un an, ont luté les uns après les autres pour préserver leurs droits contre la réaction.

La leçon de ces grèves est claire :
1. Les ouvriers américains ont le sentiment que cette guerre n'est pas la leur, mais celle des capitalistes et de la réaction anti-ouvrière et raciste. La lutte contre la misère et la réaction chez eux leur apparaît beaucoup plus importante que la lutte pour le programme sans contenu de Roosevelt et de Churchill.
2. Contre le front uni des partis bourgeois, les ouvriers veulent leur propre front de classe. La condition de son existence est la création d'un grand parti ouvrier ; ce point de vue est soutenu à fond par nos camarades du "Socialist Workers Party".
3. Ce parti ne pourra triompher que si le prolétariat chasse les chefs prêts à trahir à tout moment. Au cours de la lutte, des chefs révolutionnaires sortiront des rangs des mineurs, prêts à remplacer la clique de Lewis et des capitalistes stalinien. L'IV^e Internationale saura gagner ces éléments et le "Socialist Workers Party" deviendra le grand parti du prolétariat américain.

La chasse à l'homme

Laval a promis à Hitler de lui livrer le contingent d'esclaves qu'il lui demandait. Mais les classes 40 à 42 fondent et disparaissent. Alors les flics, l'Inspection du Travail, la Légion rivalisent de zèle à la poursuite des réfractaires. Chasse à l'homme à Paris, à Brest, Dinard, Dieppe : chasse à l'homme dans toute la France. Les jeunes s'échappent quand même. Pour que ce succès soit durable, il leur faut maintenant s'organiser.

L'heure est venue de transformer la fuite et le planquage individuels en action de résistance collective. La lutte contre la relève est une étape du combat révolutionnaire engagé contre la bourgeoisie internationale. Là comme partout, une seule tactique, regroupement des forces prolétariennes et unité d'action dans le Front Ouvrier.

Sans relâche, à l'usine, dans les rues, les gares et les trains, manifestations collectives contre la déportation.

Pour ceux qu'on embarque de force, prolongation de la résistance en Allemagne par la grève, le sabotage collectif, la fraternisation avec l'ouvrier allemand.

En France, regroupement des réfractaires sans distinction de parti ou de tendance dans les Milices Ouvrières et Paysannes. Jeunes ! Elisez vous-mêmes vos chefs. N'attendez pas qu'on vous les impose. Gardez le contact avec les paysans en les aidant le plus possible aux travaux des champs. Ne tolérez dans vos rangs aucun acte de brigandage et de système D envers eux. Assurez votre ravitaillement et rien de plus, par des coups de main sur les routes et dans les gares. Prenez conscience de votre force. Hitler et Laval ne pourront rien contre vous.

ALGER : un avertissement

« L'Unité est faite. Tous les Français ont désormais un gouvernement, une capitale », déclarait, le 4 Juin, le général Giraud. Et le Comité d'Alger commentait cette unification : « Nous allons travailler sur le plan militaire surtout, en prenant comme mot d'ordre : Libération d'abord, liberté ensuite. » Demain on rasera gratis.

L'Unité est faite ? A vrai dire, la dualité d'administration subsiste. Mais sur le terrain politique, Giraud est le grand vainqueur : c'est lui qui va à Washington. Et il ne pouvait en être autrement.

De Gaulle, au cours de discussions qui ont précédé son arrivée à Alger, mettait en avant les principes républicains et démocratiques, dont Roosevelt et Churchill seraient avec évidence.

De Gaulle essayait de se lier aux masses par la promesse d'un gouvernement populaire ; son nom avait rallié la dissidence à son début ; il était porteur d'un appel des organisations Front National, Libération, Comité d'Action Socialiste, Résistance, qui réclamait "un gouvernement qui ordonne et coordonne, confié au général de Gaulle, le commandement en chef de l'armée revenant au général Giraud".

Giraud ressortait, au contraire, pour le régime de la libération, la loi réactionnaire de 1872. Cette loi prévoit une assemblée de conseillers généraux composée d'un représentant par commune, qu'elle ait 1 000 ou 10 000 habitants ; c'est dire qu'une majorité écrasante y serait donnée aux campagnes et que la classe ouvrière y serait étouffée. Le régime républicain y laisserait des plumes, les plus rouges.

Giraud s'appuie sur la bourgeoisie, les gros colons, les trusts, l'administration réactionnaire, les antisémites et les fascistes.

Or, ce sont là les seuls gages qu'apprécient les "démocrates" yankees. Et chez les Alliés, ce sont précisément les U.S.A. qui mènent la barque ; chaque jour de cette guerre voit leur renforcement dans le monde et l'endettement, la dépendance croissante des autres nations. Devant eux, l'Angleterre elle-même doit maintenant s'incliner. Giraud supplantant de Gaulle, ce sont les U.S.A. mettant l'Angleterre au rang de vassale. Il faut à Roosevelt des hommes à poigne ; il ne traite pas avec la démocratie française mais avec les militaires bornés, les curés et les financiers qui constituent l'entourage de Giraud et l'ont élevé sur le pavois. Giraud est bien l'homme du capital américain.

C'est pourquoi de Gaulle, malgré tout son "prestige", a été en définitive lâché par Churchill, et vaincu par Giraud.

Certains vont, dans les marchandages qui ont accompagné ce règlement de comptes, d'heureuses compensations. Au bout de 8 mois, Giraud a, enfin, dissout le P.P.F. Il a mis 8 mois pour débarquer les plus salissants des politiciens vichystes, ralliés par opportunisme. Mais il conserve pieusement Georges, le général ami des capotards ; mais derrière les promesses démagogiques, la répression des mouvements ouvriers, la censure et les exactions des négriers sont plus que jamais à l'honneur ; mais les militants français et indigènes d'extrême-gauche ne sont "libérés" que pour être versés dans les Compagnies de travail ; mais à Alger s'est organisé un remarquable Etat-Major de la bourgeoisie française, où l'on retrouve par hasard MM. Diehl, inspecteur des finances, ancien directeur des finances en Indochine, Couvé de Murville, directeur des Finances à Vichy jusqu'en décembre 1942, Mayer, fondateur de la S.N.C.F., agent de liaison entre la banque Worms et la banque Morgan, Monnet, trafiquant d'armes internationales, commis-voyageur franco-anglais en Amérique. Chez les conseillers, mêmes s'houettes : citons seulement M. Popelin, croix de fer, conseiller de La Rocque, puis l'un des dirigeants du P.P.F.

Le "Comité pour la Libération Nationale" est un repaire de fautes et Giraud est chargé de faire le boniment à l'entrée. Voilà pourquoi Roosevelt l'a choisi.

Echec au nouveau Front Populaire

Ainsi les impérialismes alliés n'ont même pas voulu courir les risques d'une aventure renouvelée du Front Populaire. Bien que la déculottade des chefs socialistes et stalinien devant la bourgeoisie française lui ait donné en 1936 les moyens d'écraser la révolution naissante ; bien que de Gaulle ne soit pas le chef des peuples opprimés et du prolétariat, il a cependant mordu la poussière parce qu'il n'exprimait pas assez servilement sa dévotion aux intérêts du grand capital. En combattant sous la bannière de la démocratie, en recevant la confiance du parti stalinien (dont il dissolvait, d'ailleurs, la section syrienne), en promettant l'insurrection nationale, il prenait des engagements périlleux que le capital américain ne pouvait tolérer.

Rassurons-nous pourtant sur son sort. S'il ne se mêle plus de faire des promesses à la place de ses maîtres et sait attendre les ordres, un brillant avenir lui est réservé. Au cas, par exemple, où Roosevelt, devant la montée des masses, aurait recours à une combinaison Front Populaire pour préserver ses intérêts en France.

Echec aux stalinien

Volontaires pour s'embarquer dans cette galère, les dirigeants stalinien ont été laissés à la côte. Le P.C. a abandonné toute politique révolutionnaire ; il a fait en France le travail d'empoisonnement chauvin et pro-impérialiste que la bourgeoisie est incapable d'accomplir dans les masses. L'I.C. a été dissoute. Et pour prix de ces trahisons, pas le moindre petit poste officiel. Les 26 députés stalinien libérés en Afrique ne savent plus que voter sur une "république jeune, démocratique, énergique, avec des hommes intègres, actifs, décidés", sur "l'union des Français, point de départ d'un rassemblement des forces vraiment actives en faveur d'une république vivante", et déplorer qu'on ne les ait pas consultés. C'est le socialiste Philipp qui se charge seul de prêcher le calme et la servitude aux travailleurs

(Lire la suite au verso, 2^e colonne).